La Brigade-Anti Sardinards croit savoir que Franck Biya est sur le chemin de la succession à son père. Raison pour laquelle elle s’active pour une manifestation à Paris le 18 mai 2019, ceci pour dire non à «une succession monarchique ».

Certains augures politiques citent d’ores et déjà le nom de Franck Biya comme le successeur de son père, les portes du palais présidentiel semblent lui être ouvertes. Dans les couloirs du Palais de l'Unité, les murs bruissent l'écho du nom de Franck Biya comme futur « dauphin » de Paul Biya. Mais hors de question pour la Brigade Anti-Sardinards, un mouvement de contestation né au sein des diasporas au lendemain de la dernière présidentielle camerounaise, très hostile au régime de Yaoundé.

Le virulent activiste et membre de la BAS, Brice Nintcheu explique « *Nous avons l'œil désormais sur toi! Frank Biya… Il frappe toujours au moment où on s'y attend le moins! Depuis quelques années, son réseau s'active dans l'ombre pour servir aux Camerounais une succession monarchique! Ca ne passera pas! Il faut oublier tout de suite un tel projet. Le 18 mai, nous allons le rappeler à Macron (Président Français) sur les Champs Elysées!*».

A 49 ans, notons-le, Franck Emmanuel Olivier Biya, le fils aîné du président camerounais, ne semble pas séduit par l'idée de succéder à son père à la tête du pays. Il a toujours été très effacé dans la gestion des affaires étatiques. Bien plus, il n'a ni fonction ministérielle officielle, ni

mandat électif et encore moins membre reconnu d'aucune section du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC, au pouvoir).

«*D'un autre côté, le père qui cultive un mutisme flegmatique face aux rumeurs et une discrétion presque maladive, a dû déteindre sur son fils. Là où les fils de chefs d'Etat aiment se farder de la lumière des projecteurs, Franck fuit les micros et les caméras des journalistes. Autant d'indices qui écartent au Cameroun la succession de Paul Biya par son Franck* », avait soutenu le journal Tribune d'Afrique

« *A un moment, certains caciques du régime ont voulu avec insistance faire prospérer cette idée auprès de Paul Biya, vu que c'était la règle chez ses pairs d'Afrique centrale* », confiait au journal de Faustin Njikam, Magnus Biaga Chienku, journaliste-écrivain.